

Les vertus paradoxales du conflit

Michel WIEVIORKA

La violence contemporaine doit se comprendre en lien avec le déclin des deux grands conflits qui structuraient les sociétés industrielles occidentales : la lutte des classes et la guerre froide.

Lorsque la vie au sein des sociétés industrielles s'organisait à partir du conflit fondamental entre le mouvement ouvrier et les maîtres du travail - la lutte des classes -, et lorsque les relations internationales, partout dans le monde, étaient surdéterminées par l'opposition majeure entre deux blocs que constituait la guerre froide, l'espace de la violence présentait des caractéristiques qui ne sont plus nécessairement de mise aujourd'hui. Nous parlons de conflit en un sens limité: celui d'un rapport, inégal, entre deux personnes, deux groupes, deux ensembles qui s'opposent au sein d'un même espace avec chacun pour objectif ou pour horizon non pas de liquider la partie adverse, et avec elle la relation elle-même, mais de modifier cette relation et tout au moins d'y renforcer sa position relative. Le conflit oppose des adversaires, susceptibles de stabiliser leur relation en l'institutionnalisant, en instaurant des règles de négociation, des modalités permettant de conjuguer le maintien d'un lien entre acteurs et leur opposition. Notre thèse générale est que, dans l'ensemble, le conflit, non seulement ne se confond pas avec la violence, mais tend pour l'essentiel à en être l'opposé.

Tout au long de l'ère industrielle, les sociétés qui en furent parties prenantes ont été animées par des contestations ouvrières relevant souvent d'un même principe général d'opposition, d'un conflit central d'autant moins violent que les acteurs contestataires étaient eux-mêmes puissants, capables de s'organiser dans la durée, de mettre en forme des engagements militants susceptibles de déboucher sur des revendications négociées ou des pressions politiques, sans pour autant abandonner de vastes projets de construction d'autres rapports sociaux.

L'expérience du mouvement ouvrier

La conscience ouvrière procède de la privation ou de la dépossession dont souffrent les ouvriers à qui il est interdit ou difficile d'avoir la maîtrise de leurs oeuvres et de contrôler leur production. Elle porte aussi un projet, l'appel à une autre société. Elle est affirmation d'une subjectivité malheureuse, en même temps que capacité de se projeter vers l'avenir, d'inventer d'autres perspectives que celles qu'offre le présent, hic et hunc - elle sait imaginer des lendemains qui chantent.

Cette capacité est surtout portée par des ouvriers qualifiés, qui, du fait du principe positif que leur apporte un métier, un savoir-faire, ont une certaine fierté, la conviction d'avoir une utilité sociale, de mériter le respect; ils sont plutôt enclins à la négociation. Différemment, livrés à eux-mêmes, les ouvriers non qualifiés sont, plus que d'autres, portés à la révolte sans lendemain, à l'explosion de colère. Comme l'avait montré Alain Touraine au milieu des années 60, et comme l'a confirmé une recherche conduite avec lui vingt ans plus tard tel, la conscience ouvrière a trouvé son maximum d'intégration et sa plus haute capacité d'action dans les situations où la conscience fière des ouvriers qualifiés et la conscience prolétarienne des ouvriers non qualifiés se rencontraient et s'articulaient l'une à l'autre, en particulier dans les grandes entreprises taylorisées qui ont dominé l'industrie, de l'entre-deux-guerres jusque dans les années 70.

Durant cette période, lorsque existaient de fortes communautés ouvrières, avec une vie sociale dense, lorsque, aussi, à partir du mouvement ouvrier et de ses luttes se mettaient en place des formes de vie politique, un tissu associatif, des débats d'idées et de société, la violence n'était pas un mode d'action sociale, du moins dans ses formes les plus graves, celles qui aboutissent délibérément à mort d'homme.

Tout a changé avec la sortie de la société industrielle, qui s'est opérée, en Amérique du Nord ou en Europe occidentale, au début des années 70, et a marqué une perte de centralité pour l'opposition entre le mouvement ouvrier et les maîtres du travail. Ce conflit informait toute la vie collective, conférant un sens à d'autres luttes sociales, paysannes, urbaines, dans l'université... Il fondait le clivage politique entre la gauche et la droite, il animait la vie intellectuelle et se prolongeait, en matière internationale, par les idéologies d'une opposition entre un Est se réclamant du prolétariat ouvrier et un Ouest supposé incarner la domination capitaliste. La déstructuration de ce conflit, outre qu'elle a pu déboucher sur l'essor de leaders et de mouvements populistes plus ou moins racistes venant remplir le vide politique qu'elle a signifié, a aussi et surtout débouché sur une crise profonde du syndicalisme et sur de grandes difficultés de fonctionnement pour les systèmes de relations professionnelles, y compris là où ils avaient une grande vitalité (Allemagne, Scandinavie). Elle a contribué à générer des phénomènes de décomposition urbaine, en mettant en détresse bien des quartiers populaires: «hyperghettos» noirs, banlieues françaises qui, de «banlieues rouges» tenues et organisées par le Parti communiste français, sont devenues le théâtre de la haine, de la colère et de la rage des jeunes de la «galère» .

Dans ce contexte, les ouvriers qui subissent dans leur être le choc de la désindustrialisation, de la perte d'emploi, du chômage ou de la précarité, ou qui en sont simplement les témoins angoissés, perdent aussi les repères qui autorisaient une image positive d'eux-mêmes. Ils sont alors souvent prostrés, poussés au repli sur eux-mêmes, incapables d'action. Mais leurs enfants, s'ils font eux aussi les frais de cette situation, ne vivent pas le même sentiment paralysant d'anéantissement de leur être social et sont susceptibles, plus facilement, de passer à la violence sociale. Cette violence conjugue alors, de façon parfois indémêlable, délinquance ou criminalité relativement classiques et expression d'un sentiment d'injustice sociale. Les émeutes urbaines de la Grande-Bretagne puis de la France des années 80 et 90, ou le racisme virulent des skinheads, dont la violence vient mettre en lumière un style lui-même déconnecté de tout contenu, de toute charge réellement sociale, ouvrière, relèvent à bien des égards de cette décomposition.

Une autre culture se met également en place: les valeurs qui s'imposent ont cessé, en effet, d'être celles d'individus dont le fruit de l'activité, d'un travail valorisé à leurs propres yeux, était accaparé par d'autres. Domine, bien davantage, le sentiment sinon d'être inutile, du moins d'être extérieur à la société et interdit d'accès à ses valeurs. Quand le conflit structurant disparaît, l'individu est livré à lui-même, il risque même de ne pouvoir imputer ses échecs ou ses difficultés existentielles qu'à lui-même, il n'a pas d'adversaire à qui s'opposer pour faire valoir un apport, devenu inexistant, à la vie collective.

La dissolution du conflit détache les individus de la société et les emporte dans un flot d'épreuves qu'ils vivent comme autant de défis personnels. Elle substitue les problèmes de la personnalité et de sa fragilité à ceux de la domination sociale, elle encourage à répondre par la violence au mépris, réel ou simplement perçu. Une des grandes leçons des travaux contemporains sur les jeunes des quartiers populaires passés à l'émeute ou développant la haine, la rage et diverses conduites de violence, notamment à l'école, est que celles-ci traduisent un ressentiment, un sentiment de non reconnaissance et, plus profondément peut-être, l'incapacité d'étayer leur existence faute d'une relation sociale dans laquelle ils pourraient se définir par rapport à un adversaire, un dominant, un exploiteur.

Les années qui ont vu se préciser le déclin historique du mouvement ouvrier ne précèdent que de bien peu celles d'un phénomène tout aussi important: la fin de la guerre froide, à laquelle doit être attaché le nom de Mikhaïl Gorbatchev, et qu'une date symbolique est venue entériner, celle de la chute du mur de Berlin (1989). Et, Là aussi, comment ne pas être sensible à l'opposition, et non à la proximité de la violence et du conflit?

La fin de la guerre froide

La guerre froide, en effet, fut une confrontation majeure dans laquelle l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont vécu sous tension, parfois extrême, une relation qui ne s'est pourtant jamais soldée par le moindre affrontement militaire direct. Ce rapport conflictuel n'a pas débouché sur la guerre entre les deux superpuissances mais, au plus, sur des affrontements limités, où elles ont toujours su éviter le face-à-face guerrier. Leur rivalité, tout en pesant souvent très lourd, n'a expliqué aucune violence majeure de la période, à l'exception de la guerre de Corée, relativement vite réglée. Dans certains cas, la guerre froide a pu attiser des tensions et des violences locales, tout simplement parce que, lorsque l'apaisement local convenait à une des deux superpuissances, l'autre pouvait avoir intérêt au contraire à jouer la carte de la tension ou de la radicalisation. Mais surtout, elle a évité l'emballement ou le passage aux extrêmes dans des situations locales ou régionales, interdisant à certains Etats d'aller trop loin dans une logique de guerre ou de violence: «N'importe quel conflit local pouvant avoir une influence sur le rapport de forces entre les deux grandes puissances, note Jean-Pierre Derriennic, celles-ci ne pouvaient pas rester indifférentes à son déroulement.»

On le comprend bien a posteriori, lorsque l'on considère la situation dans le monde d'après-1989. Depuis la fin de la guerre froide, les guerres civiles prennent un autre caractère et la nouvelle situation autorise une privatisation de la violence qui joue alors un rôle instrumental et économique. Elle autorise également la démultiplication des violences identitaires, comme on l'a vu avec la barbarie de la purification ethnique en ex-Yougoslavie. Par ailleurs, la déstructuration de l'Union soviétique et, dans une moindre mesure, la décomposition de l'ex-Yougoslavie ont signifié une sorte d'éclatement du commerce des armes et leur diffusion quasi virale, alimentant la guerre ou la guerre civile, le terrorisme, le crime organisé ou la délinquance.

Nous sommes également entrés dans une nouvelle ère du point de vue des armes nucléaires, jusque-là associées à l'idée de dissuasion. La dissuasion nucléaire, en effet, apportait la raison dans l'univers bipolaire que dessinait la guerre froide. Le nucléaire, pendant une bonne trentaine d'années, a signifié l'ordre, une certaine retenue dans les conflits, y compris ceux qui ne mettaient pas face à face directement les deux grands, mais leurs alliés ou vassaux. Il est devenu au contraire le symbole de risques majeurs de déstabilisation, de crise régionale, locale ou planétaire, il signifie désormais une menace renvoyant bien plus au terrorisme et à l'intervention d'Etats «voyous» qu'à l'hypothèse d'une guerre entre grands Etats responsables.

Le nucléaire, à l'époque de la guerre froide, rendait peu ou moins probable la guerre entre de nombreux Etats, il apportait un contrôle certes partiel et inégal, mais un contrôle quand même, bien réel, de la violence. Il assurait un ordre planétaire puisque, combiné au principe de bipolarité, il interdisait la montée des violences à l'extrême, pour les deux superpuissances et, bien au-delà, pour tous ceux qui étaient plus ou moins dans leur orbite, et qui constituaient la grande majorité des Etats. Car tout déplacement d'un équilibre, même local, risquait de générer l'escalade de la tension et des déséquilibres majeurs. La planète est sortie de l'ordre nucléaire, pour reprendre l'expression de Philippe Delmas, sans pour autant être entrée dans une ère postnucléaire. Dès lors, conflits et violences localisés, «de basse intensité» disent les experts, disposent de plus d'espace pour surgir, et il devient difficile d'empêcher

qu'ils ne dégénèrent en une barbarie massive dont les massacres du Rwanda ou de l'ex-Yougoslavie n'ont peut-être été que les premières expressions. L'après-guerre froide se caractérise ainsi par des conditions favorables à l'ouverture d'espaces de violence jusque-là réduits ou inexistantes.

Ainsi, avec la fin de ces deux grands conflits, l'un social - la lutte des classes - et l'autre géopolitique et international - la guerre froide -, l'espace de la violence semble s'être considérablement ouvert et renouvelé.

Selon certains auteurs, nous ne connaissons plus, ou pas avant longtemps, de conflits aussi fondamentaux que ceux qui viennent d'être évoqués. Nous sommes entrés, affirme par exemple Irène Taviss Thompson, dans des sociétés dominées par le «pur» individualisme et nous devons apprendre à admettre qu'il y a eu «glissement d'un modèle du conflit à un autre modèle, dans lequel l'individu est encapsulé dans la société». D'autres, plus nombreux, considèrent que l'époque est à la fragmentation culturelle et sociale, à la démultiplication des formes d'inégalités, des types de domination et, partant, des sources et des formes de conflits. Dans cette perspective, le conflit ne disparaît pas, il se dissémine, se diversifie, éclate en une multitude d'oppositions toutes toujours chargées de sens, mais sans qu'on puisse, du moins aisément, évoquer une quelconque unité ou centralité. Le conflit cesse alors d'offrir un principe de structuration par le haut, valable pour toute la vie collective; il n'en permet pas moins, en une infinité de situations, de limiter l'espace de la violence.